



HAL
open science

Glossaire: Bien culturel / Héritage et patrimoine vs Kulturgut / kulturelles Erbe

Patrick Farges, Dorothee Röseberg

► To cite this version:

Patrick Farges, Dorothee Röseberg. Glossaire: Bien culturel / Héritage et patrimoine vs Kulturgut / kulturelles Erbe. Symposium - culture@kultur, 2022, 4 (1), pp.91-98. 10.2478/sck-2022-0009 . halshs-03911269

HAL Id: halshs-03911269

<https://shs.hal.science/halshs-03911269>

Submitted on 10 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Glossaire

Bien culturel / Héritage et patrimoine vs *Kulturgut* / *kulturelles Erbe*

Patrick Farges, Dorothee Röseberg

Université Paris Cité, Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg

Dans le glossaire figurant dans le présent numéro de *Symposium culture@Kultur*, et ce comme dans ceux des autres numéros de la revue, notre objectif est de problématiser l'emploi de concepts illustrant la thématique traitée dans le dossier, lorsqu'il s'agit de les traduire, de les transférer et de les faire circuler dans l'aire culturelle franco-allemande. Ce sont ici tout d'abord les notions-clefs de « bien culturel » et « *Kulturgut* » qui seront examinées. Dans un second temps, il s'agira de comparer le double « héritage/ patrimoine » avec la terminologie allemande « *kulturelles Erbe* » ou « *Kulturerbe* ». D'autant que les différents articles publiés dans ce numéro montrent que le sens de ces termes ne se recoupe que partiellement en français et en allemand.

BIEN CULTUREL – KULTURGUT

Pillages de tombeaux, trafics illégitimes et confiscations illégales de bien culturels sont partout sous les feux de la critique. Des monuments de réputation internationale, historique et culturelle, ont de plus en plus souvent subi des dommages ces dernières années. Que ce soit en Irak et en Syrie, de Nimroud à Palmyre, l'organisation terroriste de l'Etat islamique a systématiquement pillé les biens culturels locaux, détruit des sites archéologiques majeurs, tiré profit de la vente de précieux objets anciens.

Et les débats concernant depuis de longues années la politique national-socialiste de destruction et de spoliation des biens culturels et le règlement des questions liées à leur restitution et à l'identification des personnes spoliées constituent depuis des décennies le quotidien de musées, d'institutions culturelles et d'experts.

Les auteurs de ces exactions souhaitaient ainsi détruire le lien culturel et ethnologique rattachant la population à sa patrie. En outre, de tels actes ne nuisent pas seulement aux personnes habitant l'endroit, ils portent aussi préjudice à l'histoire commune et à l'identité culturelle de l'humanité.

L'attention se concentre donc particulièrement sur la protection et la conservation des biens culturels quand ils se trouvent menacés ou même déjà détruits pour cause de guerres, de catastrophes naturelles, etc. Sur le plan international c'est en particulier le cas lors de l'effondrement d'ordres publics en raison de guerres ou de combats occasionnant la destruction durable et systématique de ces biens. Des conflits interethniques et religieux tels qu'ils ont eu lieu lors de la guerre d'Irak, en Syrie, en Egypte, au Liban ou au Mali impliquent de recourir aux instances internationales de protection. Des décrets permettent de mettre en œuvre cette législation. Ce type d'activités et de débats est par définition international et transculturel. A titre d'exemple, le Conseil européen a travaillé depuis 2017 à un projet de règlement prévoyant de sanctionner les atteintes aux biens culturels et d'empêcher l'importation et le stockage dans l'Union européenne de biens culturels exportés illicitement depuis un pays non membre de l'UE¹. Le sujet de la restitution des « butins de guerre » est également d'une grande actualité. De nombreux biens culturels allemands ont en effet été déplacés en Union Soviétique et dans d'autres Etats est-européens, et confisquées d'une façon sujette à caution dans le contexte d'une guerre mondiale. Et la discussion autour de la restitution d'œuvres d'art dont l'importation date de l'ère coloniale a récemment suscité en Allemagne un vif regain d'intérêt. La restitution de ce qu'il est convenu de désigner par « butins de guerre » constitue quant à elle une des préoccupations politiques primordiales du gouvernement fédéral².

Le terme « bien culturel/ *Kulturgut* » désigne « quelque chose qui, ayant une valeur culturelle, est durable et conservé ».³ Cette composante de durabilité, de permanence, est un élément important. Que ce soit en France, en Allemagne ou ailleurs, les ouvrages de référence mettent l'accent

1 Cf. le colloque « Initiatives to Strengthen International Capacities for the Protection of Cultural Property and the Prevention of Illicit Trafficking in Cultural Goods – the Council of Europe Convention on Offences relating to Cultural Property » qui s'est tenue en janvier 2017.

2 www.bundesregierung.de/breg-de/bundesregierung/bundeskanzleramt/staatsministerin-fuer-kultur [consulté le 27/02/2022].

3 <https://www.duden.de/hilfe/rechtschreibung> [consulté le 27/2/2022].

aujourd'hui surtout sur la dimension universelle qui ressortit au devoir de conservation et de protection des biens culturels de l'humanité. Ce sont en particulier l'ONU et l'UNESCO qui assument cette tâche depuis la deuxième moitié du XX^e siècle. Des biens culturels matériels figurent aujourd'hui sur la liste établie par l'*International Committee of the Blue Shield*, organisme chargé de travailler à la protection du « patrimoine culturel mondial/ *Weltdokumentenerbe* ». Peuvent aussi être signalées des initiatives locales, comme celle de l'université d'Oldenburg, qui se consacre à la préservation de biens culturels est-européens⁴.

Un « bien culturel » renvoie à une grande diversité de manifestations et résultats de l'activité humaine : livre imprimé, pièce de théâtre, édifice, diffusion de concert, tableau, performance d'artiste, film sur écran d'ordinateur, archives, ainsi que us et coutumes, rites et fêtes des sociétés, ou enfin ce qui constitue le savoir des hommes. En somme, les biens culturels sont d'ordre archéologique, historique, littéraire, artistique ou scientifique.

Pour le domaine de l'économie culturelle, il y a des critères qui ont été définis, qui peuvent certes évoluer en fonction des changements de paradigmes, mais ils sont utilisables pour définir les biens culturels voire leur catégorisation (Mairesse, Rochelandet, 2015) :

1. Ce sont souvent, au sens strict, des œuvres d'art qui sont transformées en biens culturels. Ces derniers, sur un plan économique, sont donc très fréquemment définis en fonction de l'importante proportion de travail artistique incorporée dans processus de fabrication. Autrement dit, la créativité et l'imagination qui se manifestent pour et lors de la réalisation prennent ici une grande place, sachant que les critères d'évaluation peuvent changer et qu'ils doivent être périodiquement révisés voire élargis compte tenu des modifications techniques⁵.
2. Matérialité et immatérialité sont également des catégories en fonction desquelles les biens culturels peuvent être classés. Un bien matériel se mesure et possède des coordonnées géométriques, se différenciant en cela de l'immatériel. Il a par ailleurs fallu attendre longtemps avant que soit conclu un accord sur la préservation de biens culturels immatériels : trois décennies, telle est l'indication habituellement donnée par l'UNESCO. Le 4 avril 1973 est la date généralement avancée pour signaler le moment où ce problème a commencé à être traité par les Nations Unies. C'est le jour où le ministre des Affaires étrangères et de la Religion de la République de Bolivie a envoyé une lettre au Directeur général de l'Unesco : son ministère était parvenu à la conclusion que tous les instruments juridiques existants « visent à protéger des objets tangibles, plutôt que des formes d'expression telles que

la musique et la danse, qui subissent de nos jours une exportation clandestine des plus intensives, participant d'un processus de transculturation commercialement orientée qui détruit les cultures traditionnelles » (cité dans Haferstein 2011, 75).

3. Les biens culturels sont le plus souvent liés à une expérience vécue : leur valeur ne leur est pas intrinsèque, elle résulte plutôt de l'interprétation que l'on donne de ces biens et de l'usage qu'on en fait. Souvent, c'est leur emploi qui est même décisif. Il est difficile à une personne qui n'a pas eu accès à un objet de savoir en quoi il consiste et s'il a une signification à ses yeux. C'est pourquoi, avant de les avoir vus, écoutés ou lus, il n'est pas possible de connaître la valeur d'objets artistiques et, par conséquent, la valeur qu'ils ont en tant que biens culturels. C'est-à-dire que le discours qui est tenu sur un bien culturel, et sur la pratique de sa présentation (publique), ainsi que l'usage qui en est fait contribuent de façon incontestable à l'estimation de sa valeur.

HÉRITAGE CULTUREL VS PATRIMOINE – KULTURELLES ERBE

La traduction en français de la notion de « *kulturelles Erbe* » par « héritage culturel » (et en anglais par « *cultural heritage* ») semble de prime abord facile et sans ambiguïté. En revanche, qu'en est-il du terme « patrimoine », si souvent employé en français qu'il paraît même concurrencer « héritage » ? Peut-on se servir de « patrimoine » pour traduire « *kulturelles Erbe* » ou le cas échéant « *Kulturerbe* » ? En quoi consistent les différences et spécificités respectives ? Plus encore : à consulter les ouvrages de référence français ou les publications incontournables, le lecteur rencontre le mot « patrimoine » bien plus souvent qu'« héritage ». Ce constat ne se limite nullement à la variante française de Wikipedia, où il n'y a pas d'entrée au vocable « héritage culturel », il ressort aussi du fait que, au terme « héritage », figure presque seulement une énumération de titres de films et de livres, y compris celui d'une série télévisée. Il y a en revanche une page dédiée au « patrimoine culturel », dont le contenu est presque rigoureusement identique à ce que la version allemande de Wikipedia consacre à « *Kulturerbe* ». La question est donc : faut-il malgré tout traduire « *Kulturerbe* » par « patrimoine culturel » ?

Nous voilà confrontés à un problème qui met une fois de plus en évidence que la traduction nécessite de prendre en considération le fait que l'histoire culturelle connaît des évolutions culturelles différentes dans les diverses aires culturelles et de trouver alors les moyens de démêler ces écheveaux conceptuels. Rechercher des équivalents fonctionnels pourra être un apport utile. Examinons donc à présent brièvement l'historique du concept de « patrimoine ».

⁴ <https://ome-lexikon.uni-oldenburg.de/begriffe/kulturerbe> [consulté le 26/6/2022].

⁵ Par exemple il reste à prendre en compte le *ready-made* ou les performances des artistes.

Patrimoine

L'idée que la manière de gérer la transmission d'une génération à l'autre, « l'héritage », avait une influence directe sur le bien-être et la société a été abordée bien avant la Révolution française (Steiner 2008). Par exemple, au moment de faire le lien entre le bonheur du plus grand nombre et la moindre inégalité dans les propriétés, Claude-Adrien Helvétius suggère de remettre en cause l'héritage⁶. De même, lorsque Condorcet commente l'article « Fondation » de Turgot, il met l'accent sur l'effet de l'héritage en faveur de l'égalité sociale⁷. Cette dimension n'avait bien sûr aucune raison de tomber dans l'oubli au cours de la Révolution, notamment après qu'a été prise la décision de réformer le droit de tester et d'instituer l'égalité des partages en ligne directe.

Une fois de plus, les *Lieux de mémoire*, cette œuvre colossale conçue et éditée par Pierre Nora dans les années 1980, livre des pistes intéressantes. Quarante-cinq pages du deuxième volume, « Nation », sont consacrées à la notion de « patrimoine », alors qu'« héritage » se réduit à une présentation de la situation au Moyen Âge. L'auteur de l'article « patrimoine », André Chastel, décrit la manière dont, entre 1789 et 1795, au vu des actes de vandalisme et malgré ces actes, les révolutionnaires ont pris conscience de la protection et de la conservation à assurer aux œuvres éminentes et au génie artistique de l'ère précédente :

Le sens du patrimoine, c'est-à-dire des biens fondamentaux, inaliénables, s'étend pour la première fois en France aux œuvres d'art, tantôt en fonction des valeurs traditionnelles qui s'y attachent et les expliquent, tantôt au nom de ce sentiment nouveau d'un lien commun, d'une richesse morale de la nation tout entière. (Chastel 1986, 411)

Le fait de dépolitiser les « biens culturels » et de mettre l'accent sur le génie (en fonction du culte rendu au génie), sources de l'héritage et du patrimoine français, constitua une avancée majeure, due à l'abbé Grégoire, et le vandalisme fut par la suite passible de sanctions.

Le patrimoine acquiert à cette époque une fonction morale et pédagogique. Transformer en bien public ce qui était précédemment la propriété privée de l'aristocratie ou des Églises, les châteaux, les terrains etc. est devenu la matrice d'une prise de conscience de ce qui est national et la signification du « *patrimonium* » (héritage paternel) s'est enrichie en incluant les possessions de la Nation française, laquelle apprenait à se reconnaître et pouvait ainsi trouver le sens de ce qu'elle avait en commun. Se chargeant de cette signification, la notion de « patrimoine » a acquis une fonction qui concernait l'ensemble de la société française et qui a joué un rôle dans le processus de sa prise de conscience identitaire en tant que nation. Ce processus s'accompagna au XIX^e siècle d'un intense effort pédagogique. Il se manifesta par des fêtes collectives et des rites emblématiques, par la

sauvegarde des monuments historiques ainsi que dans l'historiographie et les écoles, par exemple dans des manuels scolaires tels que *Le Tour de la France par deux enfants*⁸ et, de façon générale, dans les nouveaux canons littéraires, artistiques etc. L'État joua dès lors un rôle essentiel, si bien que « patrimoine » peut être considéré comme l'équivalent du « *Preußischer Kulturbesitz* » et de nos jours du « *Staatlicher Kulturbesitz* » ; et l'on peut traduire « patrimoine mondial » par « *Weltkulturbesitz* ».

Comme on le sait, l'entreprise de Nora se situait à une époque où la Nation française ainsi que le républicanisme étaient depuis longtemps en crise et où les symboles nationaux ne subsistaient plus qu'au titre de lieux de mémoire ayant déjà perdu dans une large mesure leur force identificatoire. Les républicains français en éprouvaient une certaine amertume, ce qui se remarque aussi chez André Chastel. Cet état d'esprit, cet engagement républicain permettent de comprendre que le concept et la notion de « patrimoine culturel » paraissent obsolètes si on les sépare du contexte national. D'après l'argumentation de Chastel, le fait de parler d'un « patrimoine mondial » serait artificiel, tout comme le serait la revendication d'organisations internationales d'associer les coutumes et d'autres symboles propres au « Tiers-Monde » parce que, selon cet auteur, toutes les sociétés n'auraient pas leur propre dispositif de symboles et figures identificatoires. La vocation du « patrimoine », au sens d'héritage d'œuvres d'art et de monuments où l'on pourrait se reconnaître, aurait toujours constitué un des facteurs identificatoires de la société française. En somme, trésors et héritage ne concordent plus en France depuis la Révolution.

Dans une telle perspective, l'élargissement du « patrimoine national » au « patrimoine mondial » est contestable, et inversement, il importerait de ne pas traiter l'« héritage culturel » comme équivalent d'un « bien patrimonial ». Les objets de collection, les spécificités ethnologiques etc., seraient des « biens culturels » certes dignes d'intérêt, mais ils ne représenteraient nullement des éléments du « patrimoine » et n'auraient pas de fonction identificatoire. Nous pouvons du moins en conclure à nouveau que la dimension de l'expérience que la collectivité fait d'un bien culturel est incontournable pour que ce dernier puisse être intégrable au « patrimoine ».

« HÉRITAGE CULTUREL », UN CONCEPT HEURISTIQUE

Une question primordiale se pose en lien avec le concept de « patrimoine » : par qui ou par quoi est décidé à qui revient la compétence de contribuer à cette vocation identificatoire ? Dans une perspective républicaine, il serait donc trompeur d'accorder un élargissement mondial au « patrimoine ». On peut aussi choisir une autre approche et considérer que c'est la signification donnée au concept même de « patrimoine » qui est trompeuse, parce que cela revient à insister sur la

⁶ Helvétius, Claude-Adrien [1773] (1989), *De l'homme, de ses facultés intellectuelles, de son éducation*, Paris, Fayard, p. 565, 749.

⁷ Condorcet, Marie Jean Antoine Nicolas Caritat, marquis de [1786] (1972), *Vie de Monsieur Turgot*, Genève, Slatkine, p. 242.

⁸ Bruno, G. [Augustine Fouillée-Tuilleries] (1877), *Le tour de la France par deux enfants*, Paris, Belin.

richesse d'un héritage, et en revanche à ne s'intéresser que peu au processus qui permet à un « bien culturel » de se trouver intégré au « patrimoine ».

Étant donnés les pillages et destructions susmentionnées, mais aussi étant donné qu'il y a des minorités qui souhaitent la reconnaissance sociale et la préservation de leurs biens culturels alors qu'elles ont été occultées et réprimées au cours de leur histoire nationale, il est dorénavant souhaitable, quand on travaille sur le « patrimoine » dans le contexte des sciences des cultures, que l'on examine de près ces modes de sélection, leurs acteurs, leurs objectifs. Vers quels concepts se tourner alors ? Bien que le débat concernant le remplacement partiel de « patrimoine » par « patrimoine » puisse renvoyer à la légitime question du genre, ce n'est pas cela qui est susceptible de réellement aider à résoudre le problème de fond, celui de la genèse de « patrimoine ». L'interrogation porte globalement sur les acteurs et les instances qui président et ont présidé à ce processus. La question du genre elle-même relève de ce contexte plus général. Pour finalement le dire d'un mot : c'est surtout le recours au concept d'« héritage » qui semble être à privilégier. Pourquoi ?

« Héritage », aussi bien sur le plan de l'étymologie qu'en rapport avec l'actualité, implique plus nettement l'action de la transmission, tandis que « patrimoine » désigne le résultat de la transmission. C'est particulièrement pertinent pour les sciences des cultures et l'histoire culturelle, sitôt que ces deux concepts ne concernent pas des individus ou des familles, mais qu'ils s'appliquent à un cadre local ou régional, national, voire mondial. Il est évident que « patrimoine » masque la complexité des modes de transmission, les pose ou du moins les représente comme allant de soi, en quelque sorte, et ne suggère pas et ne requiert pas de problématiser cette sélection, qui aura pourtant inévitablement eu lieu.

Par conséquent, utiliser « patrimoine » pour désigner les biens culturels signifie que l'on se trouve confronté à des résultats de sélections non thématiques et non problématisées, et que l'on risque de les accepter tels quels. Or il est impératif de considérer attentivement ce qui figure dans cette rubrique. Il y a un dynamisme dialectique entre la prétention à l'universalité inhérente au couple bien culturel/ patrimoine et la reconnaissance des multiples droits et héritages culturels particuliers. L'avantage de recourir au concept d'« héritage » réside principalement dans le fait que la prise en considération du processus met en évidence les acteurs et instances qui sont ou furent impliqués dans les situations historiques respectives pour sélectionner les biens culturels répondant aux critères et fonctions souhaités pour faire partie de l'héritage culturel. Ce qui permet d'envisager de surcroît une révision du processus de ladite transmission culturelle. C'est pourquoi nous aimerions inciter les chercheuses et chercheurs à privilégier le terme d'« héritage » et à le traiter en concept-clef apte à respecter l'évolution culturelle et à critiquer le phénomène du « patrimoine ». En allemand, le terme « *Kulturerbe* » ne se restreint pas à une collectivité spécifique et peut inclure des intérêts dits particuliers. Et pour développer les recherches sur le devenir de cet « héritage culturel »/ *Kulturerbe*, il existe en outre le terme d'« appropriation culturelle »/ *Erbeaneignung*, ou en anglais « *cultural appropriation* », ce qui est un champ de recherche qui connaît en ce moment une grande actualité outre-Atlantique, tout comme en France et en Allemagne.⁹

⁹ Sur la *cultural appropriation*, cf. Young 2008 et Hahn 2011. On trouve des exemples des débats contemporains en France et en Allemagne chez : Fassin, Eric, « L'appropriation culturelle, c'est lorsqu'un emprunt entre les cultures s'inscrit dans un contexte de domination (entretien) », in *Le Monde*, 24/8/2018, https://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2018/08/24/eric-fassin-l-appropriation-culturelle-c-est-lorsqu-un-emprunt-entre-les-cultures-s-inscrit-dans-un-contexte-de-dominance_5345972_1654200.html; Franzen, Johannes, « Kontroverse um kulturelle Aneignung: Das Feuilleton darf nicht kneifen », *taz*, 4.5.2020, <https://taz.de/Kontroverse-um-kulturelle-Aneignung/1567994/>

Références bibliographiques

- Chastel, André (1986), « La notion de patrimoine », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, 2. La Nation, Paris, Gallimard, 411-446.
- Hafstein, Valdimar Tr. (2011), « Célébrer les différences, renforcer la conformité », in Chiara Bortolotto (dir.), *Le patrimoine culturel immatériel : enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 75-97.
- Hahn, Hans Peter (2011), « Antinomien kultureller Aneignung: Eine Einführung », in *Zeitschrift für Ethnologie*, 136, 11-26.
- Mairesse, François / Fabrice Rochelandet (2015), *Économie des arts et de la culture*, Paris, Armand Colin.
- Steiner, Philippe (2008), « L'héritage au XIX^e siècle en France. Loi, intérêt de sentiment et intérêts économiques », in *Revue économique* 59/1, 75-97.
- Young, James O. (2008), *Cultural Appropriation and the Arts*, Hoboken (NJ), John Wiley & Sons.

Glossar

Bien culturel / Héritage et patrimoine vs. Kulturgut und kulturelles Erbe

Wie in den anderen Nummern der Zeitschrift auch, folgen wir in diesem Glossar unserem Anliegen, wichtige Begrifflichkeiten der zentralen Thematik des Heftes im Hinblick auf Übersetzungen sowie den Transfer und die Zirkulation im deutsch-französischen Raum zu reflektieren. Zunächst sollen die Schlüsselbegriffe *bien culturel*/Kulturgut untersucht werden. In einem zweiten Schritt geht es darum, das französische Begriffspaar *héritage/patrimoine* mit dem deutschen Begriff *kulturelles Erbe* bzw. *Kulturerbe* abzugleichen. Wie die verschiedenen Beiträge der Nummer 4 von *Symposium culture@kultur* nämlich zeigen, decken sich die Bedeutungen letzterer Begriffe im Französischen und Deutschen nur bedingt.

BIEN CULTUREL – KULTURGUT

Raubgrabungen, unerlaubter Verkauf und rechtswidrige Aneignung von Kulturgut stehen international im Fokus der Kritik. In den letzten Jahren gab es immer häufiger Angriffe auf große Denkmäler von globaler historischer und kultureller Bedeutung. Vor allem im Irak und in Syrien, von Nimrud bis Palmyra, hat die Terrororganisation IS das kulturelle Erbe der Region systematisch geplündert, wichtige archäologische Stätten zerstört und vom Verkauf wertvoller Ausgrabungsgegenstände profitiert.

Auch die langjährige Debatte um die Raub- und Beutekunst des Nationalsozialismus und Fragen der Provenienz bilden seit Jahrzehnten den Alltag von Museen, Kulturinstitutionen und Kulturforschenden.

Durch diese Anschläge beabsichtigen die Täter die kulturelle und ethnologische Bindung der Bevölkerung an ihre Heimat zu stören. Darüber hinaus richten sich solche Taten nicht nur gegen die Menschen eines Landes, sondern gegen die gemeinsame Geschichte und kulturelle Identität der Menschheit.

Dem Kulturgut wird deshalb unter dem Aspekt des Schutzes und des Erhalts besondere Aufmerksamkeit gewidmet, wenn es um drohenden oder bereits erfolgten Verlust durch Kriege, Katastrophen usw. geht. Insbesondere der Zusammenbruch öffentlicher Ordnungen, in Kriegshandlungen oder durch Kampfhandlungen, in denen nachhaltig und systematisch die Zerstörung von Kulturgütern erfolgt, hat internationale Aufmerksamkeit gefunden. Innerethnische und religiöse Konflikte, wie sie im 3. Golfkrieg, in Syrien, Ägypten, im Libanon oder in Mali vor sich gingen, rufen die Schutzfunktion internationaler Organisationen auf den Plan. Rechtliche Verordnungen wurden hierfür geschaffen. Diese Aktivitäten

und Debatten sind *per se* international und transkulturell. So hat beispielsweise der Europarat ab 2017 an einem Übereinkommen über Straftaten im Zusammenhang mit Kulturgütern gearbeitet, um internationale strafrechtliche Maßnahmen und Sanktionen für illegale Tätigkeiten im Bereich des Kulturerbes einzuführen und um zu verhindern, dass illegal exportierte Kulturgüter aus Nicht-EU-Mitgliedstaaten in den EU-Raum importiert und gelagert werden.¹⁰ Sehr aktuell ist auch das Thema der Rückgabe von „Beutekunst“. Nach dem Zweiten Weltkrieg sind zahlreiche Kulturgüter aus Deutschland in die Sowjetunion und in andere osteuropäische Staaten verlagert worden, die im Kontext dieses globalen Krieges ungerechtfertigt angeeignet wurden. Die Diskussion über die Rückgabe von Kunstgegenständen aus der Kolonialzeit hat in den letzten Jahren in Deutschland großes öffentliches Interesse gefunden. Die Rückführung der sogenannten „Beutekunst“ ist ein wichtiges politisches Anliegen der Bundesregierung.¹¹ Ein Kulturgut ist „etwas, was als kultureller Wert Bestand hat und bewahrt wird“.¹² Beständigkeit ist hier ein wesentliches Merkmal. In Nachschlagewerken wird heute, in Frankreich und Deutschland wie auch andernorts, vor allem die universelle Dimension der Aufgabe des Bewahrens und Schutzes von Kulturgütern der Menschheit betont. Verwiesen wird besonders auf die UNO und UNESCO, die sich seit der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts dieser Aufgabe annehmen. Materielle Kulturgüter werden heute im Weltkulturerbe des *International Committee of the Blue Shield* aufgelistet. Lokale Initiativen sind ebenso zu nennen, wie jene der Universität Oldenburg, die sich dem Erhalt osteuropäischer Kulturgüter widmet.¹³

Ein Kulturgut umfasst verschiedene Ausdrucksformen und Resultate menschlicher kultureller Tätigkeit: ein gedrucktes Buch, ein Theaterstück, ein Gebäude, die Übertragung eines Musikkonzerts, ein Gemälde, eine Performance, ein Film auf einem Computerbildschirm, Archivalien, aber auch überlieferte Bräuche, gesellschaftliche Rituale und Feste, und schließlich das Wissen der Menschen. Kulturgüter sind von archäologischer, geschichtlicher, literarischer, künstlerischer oder wissenschaftlicher Bedeutung.

Im Bereich der Kulturwirtschaft wird versucht, Kriterien anzusetzen, die zwar einem historischen Wandel unterliegen, welche aber für die Bestimmung von Kulturgütern bzw. bei

¹⁰ Siehe die Tagung „Initiatives to Strengthen International Capacities for the Protection of Cultural Property and the Prevention of Illicit Trafficking in Cultural Goods – the Council of Europe Convention on Offences relating to Cultural Property“, die im Januar 2017 stattgefunden hat.

¹¹ www.bundesregierung.de/breg-de/bundesregierung/bundeskanzleramt/staatsministerium-fuer-kultur (Zugriff 27.2.2022).

¹² <https://www.duden.de/hilfe/rechtschreibung> [Zugriff: 27.2.2022].

¹³ <https://ome-lexikon.uni-oldenburg.de/begriffe/kulturerbe> [Zugriff 26.6.2022].

ihrer Kategorisierung Anwendung finden (Mairesse, Rochelandet 2015):

1. Häufig sind es im engeren Sinne Kunstwerke, die zu Kulturgütern werden. Im Bereich der Kulturwirtschaft werden Kulturgüter sehr oft also durch den überwiegenen Anteil künstlerischer Arbeit in ihrem Produktionsprozess definiert. Mit anderen Worten: Die menschliche Kreativität, Imagination und das Schöpfertum in der Realisierung spielen eine wichtige Rolle, wobei sich die Wertungskriterien ändern können und vor allem durch die technische Entwicklung immer wieder neu bestimmt bzw. erweitert werden müssen.¹⁴
2. Materialität vs. Immaterialität sind ebenfalls Merkmale, nach denen die Kulturgüter kategorisiert werden. Im Gegensatz zu einem immateriellen hat ein materielles Gut physische Dimensionen und räumliche Koordinaten. Das Übereinkommen zur Bewahrung des immateriellen Kulturerbes hat lange auf sich warten lassen: drei Jahrzehnte pflegt man bei der UNESCO zu sagen. Der Beginn des Interesses der Vereinten Nationen an diesem Problem wird oft auf den 4. April 1973 datiert. An diesem Tag richtete der Minister für auswärtige Angelegenheiten und Religion der Republik Bolivien einen Brief an den Generaldirektor der UNESCO. Sein Ministerium war zu dem Schluss gekommen, dass alle bestehenden Rechtsinstrumente vor allem „[...] darauf abzielen, materielle Objekte zu schützen, und nicht Ausdrucksformen wie etwa Musik und Tanz, welche heutzutage besonders intensiv genutzt und exportiert werden und sogar Teil eines kommerziell gesteuerten Transkulturationsprozesses sind, welcher traditionelle Kulturen zerstört“ (Zitat in Haferstein 2011: 75).
3. Kulturgüter sind in der Regel Erfahrungsgüter: Der „Wert“ eines Kulturguts resultiert also nicht nur „aus sich selbst“, sondern hängt von seiner Interpretation und Verwendung ab. Oftmals ist der Gebrauch sogar entscheidend. Wer keinen Zugang zu einem Werk hatte, kann nur schwer wissen, was es ist und ob es ihm etwas bedeuten wird. Es ist daher unmöglich, den Wert künstlerischer Werke und damit den Wert der aus ihnen hervorgehenden Kulturgüter zu kennen, bevor man sie gesehen, gehört, gelesen hat... D.h. der Diskurs über ein Kulturgut und die Praxis seiner (öffentlichen) Präsentation und sein Gebrauch tragen entscheidend zu seinem „Wert“ bei.

KULTURELLES ERBE – HÉRITAGE CULTUREL VS. PATRIMOINE?

Die Übersetzung des Begriffes *kulturelles Erbe* scheint zunächst einfach und eindeutig: *héritage culturel* (wie auch im Englischen: *cultural heritage*). Doch wie verhält es sich mit dem im Französischen oft gebrauchten Begriff *patrimoine*,

der sogar in Konkurrenz zum *héritage culturel* zu stehen scheint? Bietet sich *patrimoine* nicht ebenso als Übersetzung für *kulturelles Erbe* bzw. *Kulturerbe* an? Worin liegen die Unterschiede und die jeweiligen Besonderheiten? Mehr noch: Betrachtet man französische Nachschlagewerke oder auch einschlägige Buchpublikationen, so begegnet dem Leser sehr viel öfter der Begriff *patrimoine* als *héritage*. Dies betrifft keinesfalls nur die französische Wikipedia-Variante, in der es keine Seite gibt, die dem *héritage (culturel)* als Kulturerbe gewidmet wäre, sondern es erscheinen nur Listen von Film- und Buchtiteln, die den Begriff *héritage* mit sich führen. *Héritages*, so erfährt der Leser, sei der Titel einer Fernsehserie. Hingegen findet man eine Seite *patrimoine culturel*, die fast gleichen Inhalts ist wie die deutschen Wikipedia-Fassungen zum Kulturerbe. Sollte man Kulturerbe also doch mit *patrimoine culturel* übersetzen?

Hier sind wir mit einem Problem konfrontiert, das einmal mehr deutlich macht, dass das Übersetzen kulturgeschichtlich unterschiedliche Entwicklungen in verschiedenen Kulturräumen nicht nur zu beachten hat, sondern diese auch begrifflich „auflösen“ sollte. Die Suche nach Funktionsäquivalenten ist dabei hilfreich. Gehen wir deshalb kurz auf die Deutungsgeschichte von *patrimoine* ein.

Patrimoine

Bereits vor der Französischen Revolution kam die Idee auf, dass die Art und Weise, wie Reichtum von einer Generation zur nächsten weitergegeben wird (*héritage*), einen direkten Einfluss auf das Gemeinwohl und die Gesellschaft hätte (Steiner 2018). Als es beispielsweise darum ging, das Glück der meisten Menschen mit einer geringeren Ungleichheit bei den Besitzverhältnissen in Verbindung zu bringen, schlug der französische Philosoph der Aufklärung Claude-Adrien Helvétius vor, die Erbschaft (*héritage*) in Frage zu stellen.¹⁵ Ebenso, als Condorcet den Artikel „Fondation“ von Turgot kommentierte, betonte er die Wirkung der Erbschaft (*héritage*) zugunsten der sozialen Gleichheit.¹⁶ Diese Reflexionen wurden von den Revolutionären übernommen und weitergeführt, insbesondere nachdem die Entscheidung getroffen wurde, das Erbrecht (*droit testamentaire*) zu reformieren und die Gleichheit der Erbteilung in der direkten Linie einzuführen. Erhellend für die weitere Deutungsgeschichte ist ebenfalls – einmal mehr – das in den 1980er Jahren von Pierre Nora konzipierte und herausgegebene Mammutwerk *Lieux de mémoire*, das dem Begriff *patrimoine* in Teil II von *Nation* 45 Seiten widmet, während *héritage* ganz weitgehend auf das mittelalterliche Erbe reduziert bleibt. Der Autor des Schlüsselbegriffs *patrimoine*, André Chastel, beschreibt, wie in der Zeit der Revolution 1789 bis 1795 – angesichts und trotz des Vandalismus – der Schutz und das Bewahren der besten Werke, des künstlerischen Genius der vorrevolutionären Zeit, in das Bewusstsein der Revolutionäre vordringt: *patrimoine* wurde

¹⁵ Helvétius, Claude-Adrien (1989) [1773], *De l'homme, de ses facultés intellectuelles, de son éducation*, Paris, Fayard, S. 565 und 749.

¹⁶ Condorcet, Marie Jean Antoine Nicolas Caritat, marquis de (1972) [1786], *Vie de Monsieur Turgot*, Genève, Slatkine, S. 242.

¹⁴ Was ist z.B. mit dem *Ready-made* oder der *Performance-Kunst*?

zu einem neuen Konzept, in dem das *bien commun & public* (das öffentliche Gemeingut) in den Vordergrund rückte.

Der Sinn von *patrimoine*, d.h. grundlegender, unveräußerlicher Güter, erweitert sich in Frankreich zum ersten Mal um Kunstwerke, sei es aufgrund ihrer traditionellen Werte, die mit ihnen verbunden sind und sie als Kunstwerke ausmachen, sei es aufgrund dieses neuen Gefühls der gemeinschaftlichen Verbundenheit, eines moralischen Reichtums der gesamten Nation. (Chastel 1986, 411, Übersetzung d. Verf.)

Mit einer Entpolitisierung der *biens culturels* und der Betonung des Geniekults, aus denen sich das französische Erbe (*héritage* und *patrimoine*) speisen sollte, hatte Abbé Grégoire einen wichtigen Beitrag geleistet, schließlich wurde der Vandalismus unter Strafe gestellt.

Patrimoine erhält in dieser Zeit eine moralische und pädagogische Funktion. Das in öffentlichen Gemeinbesitz überführte ehemals private Eigentum der Aristokratie oder der Kirchen, Schlösser, Böden usw. wurde somit zur Matrix für das Bewusstwerden des Nationalen und die Bedeutung von *patrimonium* (d.h. der Erbschaft des väterlichen Besitzes) erweiterte sich um die Dimension des Besitzes der französischen Nation, welche sich in diesem Besitz wiedererkennen lernte und damit einen Gemeinsinn stiften sollte. Diese sinnstiftende Funktion für die gesamte französische Gesellschaft ging fortan in die Bedeutung von *patrimoine* und in den Prozess der Bewusstwerdung Frankreichs als Nation ein. Dieser Prozess war im 19. Jahrhundert mit einer aktiven pädagogischen Arbeit verbunden. Sie zeigte sich vor allem in der Öffentlichkeit in Festen und Ritualen, der Denkmalpflege, aber auch in der Geschichtsschreibung und in den Schulen, z.B. in solchen, später zum Kult werdenden Lesebüchern wie *Le Tour de la France par deux enfants*¹⁷ sowie generell in der Kanon-Bildung von Literatur, Kunst usw. Der Staat übernahm dabei eine zentrale Funktion. *Patrimoine* lässt sich insofern als Äquivalent für den Preußischen Kulturbesitz auffassen und könnte heute mit staatlichem Kulturbesitz bzw., im Falle von *patrimoine mondial*, mit Weltkulturbesitz übersetzt werden.

Bekanntlich schrieb Nora sein Werk, als die französische Nation und mit ihr auch der Republikanismus, längst in die Krise geraten waren und die nationalen Symbole nur noch Erinnerungsorte blieben, die ihre lebendige, d.h. identitätsstiftende Kraft schon weitgehend verloren hatten. Etwas von der Bitternis, die französische Republikaner deshalb mit sich tragen, gibt auch André Chastel zu erkennen. Aus dieser Gefühlslage bzw. einer republikanischen Überzeugung heraus erklärt sich, dass in dieser Auffassung *patrimoine culturel*, jenseits des Nationalen als Konzept und Begriff, obsolet erscheint. In diesem Raisonement muss die Rede von einem Weltkulturerbe und die Forderung internationaler Organisationen zur Aufnahme von Bräuchen und anderen Symbolen aus Ländern der sogenannten „Dritten Welt“ als künstlich erscheinen, da, so Chastel, nicht allen Gesellschaften ein

System von Ursprungssymbolen zur Identitätsstiftung eigen sei. Der Sinn von *patrimoine*, d.h. eines künstlerischen und monumentalen Erbes (*héritage*), in dem man sich erkennen könne, sei es immer gewesen, sich als Teil der französischen Gesellschaft zu identifizieren. Schätze und Erbe (*héritage*) fallen also in Frankreich seit der Revolution nicht mehr zusammen.

In dieser Perspektive muss die Erweiterung vom *patrimoine national* zum *patrimoine mondial* Kritik erzeugen, genauso wie Wert darauf gelegt wird, dass der Begriff *héritage culturel* nicht mit dem Begriff *bien patrimonial* gleichzusetzen sei. Sammelobjekte, ethnologische Zeugnisse, usw. seien kulturelle Güter (*biens culturels*), die es wert seien, Aufmerksamkeit zu erhalten; sie seien aber keine Elemente des *patrimoine*, das sich mit Identitätsstiftung verbinde. Wir sehen hier also, wie der Aspekt des kollektiven Erfahrungswertes eines Kulturgutes als Identifikation zum wesentlichen Maßstab für eine Aufnahme in das *patrimoine* gemacht wird.

HÉRITAGE CULTUREL ALS HEURISTISCHER BEGRIFF

Aber wer oder was entscheidet darüber, was die „Macht“ hat zu einer solchen Sinnstiftung beizutragen? Damit ist eine zentrale Frage aufgeworfen, die mit dem Begriff *patrimoine* aufs Engste verbunden bleibt. In republikanischer Sicht ist die Ausweitung des Begriffs *patrimoine* auf die Welt trügerisch, aber man kann anders zuspitzen und sagen, dass der Begriff *patrimoine* in seiner Deutungsgeschichte selbst trügerisch ist. Denn der Begriff betont Erbe als Reichtum und sagt wenig über den Prozess aus, der dazu führt, dass und wie ein *Kulturgut* zum *patrimoine* wird.

Angesichts der eingangs erinnerten Vorgänge von Raub und Zerstörungen, aber auch angesichts von Minderheiten, die ihre Kulturgüter gesellschaftlich anerkannt und geschützt sehen wollen und die im Verlauf der Nationalgeschichte ausgeblendet und unterdrückt wurden, müssen solche Selektionsprozesse und ihre Akteure und Ziele in der kulturwissenschaftlichen Forschung zum *patrimoine* nunmehr in den Vordergrund rücken. Welche Begrifflichkeiten sind dabei hilfreich? Obgleich die Debatte um den teilweisen Ersatz des Begriffs *patrimoine* durch *matrimoine* auf die berechtigte Geschlechterfrage verweist, erscheint ein solcher Ersatz jedoch wenig hilfreich für die grundsätzlichere Frage, wie sich die Vorgänge der Entstehung von *patrimoine* vollziehen. Wer sind die Akteure und Instanzen, die diesen Prozess bestimm(t)en? Die Geschlechterfrage gehört in einen solchen weiteren Zusammenhang. Vielmehr ist es der Begriff *héritage*, der sich für eine solche Analyse anbietet. Warum? Sowohl etymologisch als auch aktuell weist der Begriff *héritage* stärker auf den Prozess des Ver-Erbens hin, während der Begriff *patrimoine* auf das Ergebnis dieses Vorgangs fokussiert. Kulturwissenschaftlich und -geschichtlich ist dies besonders relevant, wenn beide Begriffe nicht auf Einzelpersonen oder Familien bezogen sind, sondern auf lokale wie z.B. regionale, nationale oder globale Dimensionen.

¹⁷ Bruno, G. [Augustine Fouillée-Tuillerie] (1877). *Le tour de la France par deux enfants*. Paris, Belin.

Insofern ist es auch naheliegend, dass der Begriff *patrimoine* die Komplexität jener Vererbungsvorgänge verwischt, sie in gewisser Weise als naturgegeben annimmt bzw. darstellt und die dabei aber unausweichlich stattfindenden Selektionsprozesse keiner Problematisierung nahebringt bzw. unterwirft. Von *patrimoine* als Kulturerbe zu sprechen, bedeutet, sich den Ergebnissen nicht thematisierter und nicht problematisierter Auswahlprozesse gegenüber zu sehen und sie möglicherweise als gegeben hinzunehmen. Im Grunde muss das, was unter diesem Begriff figuriert, kritisch untersucht werden. Es besteht eine produktive Dialektik zwischen dem Universalismusanspruch des Kulturerbes/*patrimoine* und der Anerkennung von multiplen partikularen Kulturrechten/ (*droits et*) *héritages culturels*. Der Vorteil des Begriffs *héritage* liegt vor allem darin, dass durch die hier enthaltene Prozesshaftigkeit den Akteuren und Instanzen, die in den jeweiligen konkreten historischen Situationen am Werk waren und sind, um eine Auswahl jener Kulturgüter zu treffen, die definierten Kriterien/Funktionen zur Aufnahme in das kulturelle Erbe entsprechen, d.h. Aufmerksamkeit zu schenken und eine Revision des kulturellen

Vererbungsprozesses einzuklagen. Deshalb plädieren wir dafür, in der Forschung zum kulturellen Erbe den Begriff *héritage* als einen Kernbegriff zu verwenden, der genau diesem Werden des kulturellen Erbes entspricht und zur Befragung und zur Kritik des Phänomens des *patrimoine* aufruft. Im Deutschen ist der Begriff Kulturerbe nicht auf eine bestimmte Gemeinschaft fokussiert und insofern offen für sogenannte partikulare Interessen. Für eine explizite Akzentuierung der Forschungen zum Werden des *Kulturerbes* steht auch der Begriff der Erbeaneignung bereit, wie auch der englischsprachige Konzeptbegriff *cultural appropriation/ appropriation culturelle/ kulturelle Aneignung*, um den sich (in den USA, aber auch in Frankreich und Deutschland) gerade eine reiche Diskussion entfaltet.¹⁸

¹⁸ Zum Begriff *cultural appropriation*, siehe Young 2008 sowie Hahn 2011. Beispiele zeitgenössischer Debatten in Frankreich und Deutschland sind: Eric Fassin, „L'appropriation culturelle, c'est lorsqu'un emprunt entre les cultures s'inscrit dans un contexte de domination (entretien)“, in *Le Monde*, 24.08.2018, https://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2018/08/24/eric-fassin-l-appropriation-culturelle-c-est-lorsqu-un-emprunt-entre-les-cultures-s-inscrit-dans-un-contexte-de-dominance_5345972_1654200.html; Johannes Franzen, „Kontroverse um kulturelle Aneignung: Das Feuilleton darf nicht kneifen“, in *taz*, 4.5.2020, <https://taz.de/Kontroverse-um-kulturelle-Aneignung/!5679941/>

Literaturhinweise

- Chastel, André (1986), „La notion de patrimoine“, in Nora, Pierre (Hg.), *Les Lieux de mémoire*, 2. La Nation, Paris, Gallimard, 411-446.
- Hafstein, Valdimar Tr. (2011), „Célébrer les différences, renforcer la conformité“, in Bortolotto, Chiara (Hg.), *Le patrimoine culturel immatériel : enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 75-97.
- Hahn, Hans Peter (2011), „Antinomien kultureller Aneignung: Eine Einführung“, in *Zeitschrift für Ethnologie* 136, 11-26.
- Mairesse, François / Fabrice Rochelandet (2015), *Économie des arts et de la culture*, Paris, Armand Colin.
- Steiner, Philippe (2008), „L'héritage au XIX^e siècle en France. Loi, intérêt de sentiment et intérêts économiques“, in *Revue économique* 59/1, 75-97.
- Young, James O. (2008), *Cultural Appropriation and the Arts*, Hoboken (NJ), John Wiley & Sons.